

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 09/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOFER SAS**

ZI de Bogues  
chemin de Bogues  
31750 Escalquens

Références : 2023/789  
Code AIOT : 0006805317

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2023 dans l'établissement TOFER SAS implanté ZI de Bogues chemin de Bogues 31750 Escalquens. L'inspection a été annoncée le 30/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait notamment suite à un arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mai 2023 relatif aux installations électriques et aux substances chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOFER SAS
- ZI de Bogues chemin de Bogues 31750 Escalquens
- Code AIOT : 0006805317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 1966, la société TOFER exploite à Escalquens une usine de mécanique de précision. Elle fabrique et traite des pièces destinées à l'aéronautique et au secteur du pétrole, avec des procédés spéciaux, tels que les bains de sels fondus ou la métallisation par projection thermique HVOF (High Velocity Oxygen Fuel). Elle est située dans la zone industrielle de Bogues, le long de la voie ferrée reliant Toulouse à Narbonne.

Le site est classé à autorisation pour le traitement par l'intermédiaire de bains de sels fondus. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mars 2017.

La société TOFER était en redressement judiciaire fin 2017. Elle a été rachetée par le groupe FIGEAC AERO en mars 2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mai 2023 ;
- suite de l'inspection du 24 janvier 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ♦ les observations éventuelles ;
  - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites**

**administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er	Mise en demeure
5	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 1er	/
9	Rétentions et confinements	Arrêté Préfectoral du 27/02/2017, article 7.4.1	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Réglementations produits chimiques	AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er	Mise en demeure
3	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.2.1	/
4	CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/
6	SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.2	/
7	SUBSTANCES SOUMISES À AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.3	/
8	AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.2.1	/

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 6 faits sans suites dont 3 en lien avec les prescriptions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mai 2023 ;
- 3 faits susceptibles de suites. Ces constats sont faits soit dans l'attente de précisions de l'exploitant, soit dans la mesure où des mises en conformité peuvent être engagées rapidement.

Concernant les installations électriques, second point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, il

est attendu de la part de l'exploitant un engagement fort. Au vu de la réponse de l'exploitant à réception du présent rapport, une sanction administrative (amende administrative) pourrait être proposée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réglementations produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, POP et REACH
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment : * qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ; * qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006 modifié concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH). S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.
<b>Constats :</b> Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la liste des produits chimiques présents sur le site d'Escalquens. Ainsi, 110 produits sont listés. La liste précise : l'état (neuf ou reconditionné), le fournisseur, l'unité de travail où le produit est utilisé, les phrases de risque et classification, l'analyse des risques, les substances avec n°CAS et les éventuelles valeurs limites associées.  Il n'y a pas de référence au règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants, ni du règlement n°1907/2006 modifié (REACH). L'exploitant ne s'assure pas que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, qui est l'étape préalable avant de vérifier que les usages sont couverts ou non par une dérogation.  Aussi, sur la base de ce tableau, il n'était pas possible de vérifier que le site ne fabrique, ni n'importe, ni n'utilise de substances candidates.  Par courriel du 22/05/2023, l'exploitant a expliqué qu'une analyse de conformité avec le règlement REACH a été faite pour tous les produits chimiques utilisés au sein de l'entreprise afin d'identifier ceux qui sont mentionnés dans les annexes XIV, XVII, dans la liste des POP, la liste des substances candidates à l'autorisation. Des demandes d'autorisation ont été déposées auprès de l'ECHA le 17/04/2023 pour le chromate de strontium (protection de peinture ; 20-25 L/an) et le chromate de potassium (5 gouttes par semaine). La responsable environnement s'est auto-formée sur le règlement REACH et les démarches associées.  Actuellement, la société TOFER n'utilise aucun produit chimique considéré comme polluant organique persistant.  L'exploitant a indiqué réaliser une vérification de l'évolution éventuelle des annexes du règlement REACH vis-à-vis des substances utilisées sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/05/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. [...]
<b>Constats :</b> Le précédent contrôle des installations électriques avait eu lieu du 2 au 4 mai 2022 par l'APAVE. 109 observations avaient été relevées dont 42 récurrentes, soit déjà signalées lors de la vérification antérieure (mai 2021). Suite à l'inspection de janvier 2023 et l'arrêté de mise ne demeure du 15/05/2023, l'exploitant à : <ul style="list-style-type: none"><li>- embauché un technicien de maintenance au mois de février afin de remédier à toutes les anomalies issues de la vérification annuelle électrique ;</li><li>- mis en priorité les observations récurrentes du rapport de contrôle 2022 (montant estimé des travaux de l'ordre de 50 k€) ;</li><li>- fait réaliser un nouveau contrôle de ses installations électriques.</li></ul> Ainsi, l'organisme de contrôle a réalisé une vérification du 12 au 16/05/2023. Le certificat Q18 établi conclut à l'absence de risques d'incendie ou d'explosion du fait des installations électriques du site. Toutefois, 88 observations ont été relevées dont 76 récurrentes. Lors de l'inspection, il a été fait remarquer à l'exploitant que parmi les 12 nouvelles observations, 2 concernent le rétablissement de la continuité de terre de toute urgence. A la date de l'inspection, seuls 83% des observations <u>récurrentes de 2022</u> sont soldées (soit 35).  <b>A l'issue de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant d'établir une mise en priorité de levée des observations et une volonté forte d'un retour rapide à la conformité des installations électriques de son établissement.</b> <b>À défaut d'un tel plan, à transmettre sous 15 jours, l'inspection proposera des sanctions administratives et pénales.</b> <b>Toutefois, les deux observations relatives au rétablissement de la continuité de terre doivent faire <u>immédiatement</u> l'objet de mise en conformité ou de mise en sécurité des équipements associés. Les justificatifs de mise en conformité de ces 2 observations sont à transmettre à l'inspection sans délai.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Un suivi mensuel de la consommation d'eau pour chacun des 3 bâtiments de l'établissement est mis en place depuis mars 2023. Le suivi a été présenté lors de l'inspection. En référence aux factures d'eau, la consommation d'eau a été : <ul style="list-style-type: none"><li>- du 01/09/2020 au 31/08/2021 : 100 m<sup>3</sup> ;</li><li>- du 01/09/2019 au 31/08/2020 : 44 m<sup>3</sup>.</li></ul>

L'exploitant étudie la possibilité de mettre en place une unité de retraitement de l'eau du process Nital, avec filtration et réintégration de l'eau traitée au niveau du process (pour le nettoyage).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'INSTALLATION ET D'EXPLOITATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> La liste des équipements sous pression du site a été établie et présentée lors de l'inspection. Elle répond aux exigences de l'AM du 20/11/2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Exploitant titulaire de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique / Caractéristiques / Régime 2562-1            1354 L            A 2560-B-2        876 kW            D 2563-2            800 L            D 2564-A-2        400 L            D 2565-2b        1312 L            D 2575              52 kW            D 4725-2           10.7 t            D
<b>Constats :</b> L'analyse est en cours en interne. Il appartient à l'exploitant d'établir et de tenir à jour la situation administrative précise de son activité vis-à-vis de la nomenclature ICPE. Le cas échéant, des cessations d'activité seront à formaliser selon la réglementation ICPE applicable.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n°1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Cf. point de contrôle n°1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : SUBSTANCES SOUMISES À AUTORISATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, SUBSTANCES SOUMISES À AUTORISATION
<b>Prescription contrôlée :</b> Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement n°1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de la dite liste. L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement n°1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques. S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.
<b>Constats :</b> Cf. point de contrôle n°1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Bains de sels fondus : conduits n° 1 et 2 Paramètres : CN ; alcalins, exprimés en OH ; NOx, exprimés en NO2 ; poussières totales Fréquence de mesure : Annuel par un organisme extérieur, résultats transmis à l'inspection  De plus, chaque année, l'exploitant contrôle le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration des bains de sels fondus. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de traitement.

<p>Métallisation HVOF : conduits n°3, 4 et 5</p> <p>Paramètres : poussières</p> <p>Fréquence de mesure : Une mesure tous les 3 ans, par un organisme extérieur, résultats tenus à la disposition de l'inspection</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une intervention de prélèvement et d'analyse des rejets atmosphériques a été effectuée les 06 et 07 mars. Les installations contrôlées ont été les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 cabines HVOF</li> <li>- Atelier QPQ : Bains de sel AB1 et TF1</li> </ul> <p>Une seule non-conformité a été relevée concernant les vitesses d'éjection au niveau de l'atelier QPQ.</p> <p>Afin de traiter cette non-conformité, l'exploitant a procédé rapidement à un nettoyage de toute l'installation et un deuxième contrôle a été effectué ensuite après la réparation. Le constat a été fait d'une mise en conformité effective sur le paramètre.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué qu'un accord avec l'entreprise de contrôle a été convenu afin de contrôler périodiquement les rejets atmosphériques des installations comme mentionné dans l'arrêté préfectoral du 03/2017 selon les fréquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôle périodique 1/an : Atelier QPQ : Bains de sel AB1 et TF1</li> <li>- Contrôle périodique 1/3ans : cabines HVOF</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 9 : Rétentions et confinements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2017, article 7.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, les rétentions extérieures et qui ne sont pas sous abri sont quasiment vides.</p> <p>Interrogé, l'exploitant reconnaît ne pas prévoir à ce stade d'inspection de ses rétentions extérieures après un épisode de pluie. Après discussion, il va changer sa procédure de contrôle des rétentions extérieures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>